

Vivre sans Paris

Ya-t-il une affaire «Hamid Grine» ? A lire certains commentaires, aussi bien dans la presse que dans les réseaux sociaux, la faute incomberait à ce citoyen qui, comme des milliers d'Algériens, va à l'étranger pour des contrôles médicaux. Je suis sûr que, parmi ceux qui critiquent M. Hamid Grine, beaucoup ne s'embarrassent guère de scrupules puisque ils se soignent eux-mêmes à l'étranger. Je crois profondément que si le citoyen Hamid Grine n'avait pas cette casquette de ministre au moment de son passage à Paris, il n'aurait jamais été inquiété !

Donc, c'est le ministre qui est visé ! Ministre de la Communication ou ministre algérien tout court ? Difficile de répondre à la question. Mais, avant d'aller plus loin, relevons que cet acte inqualifiable est un manquement très grave aux règles de la bienséance et aux usages diplomatiques. Il relève d'une mentalité rétrograde qui ronge pas mal de commis de l'Etat français, des nostalgiques de l'Algérie française, des revanchards, des racistes qui n'honorent en rien la République qu'ils représentent. Notre réaction contre de tels abus devrait être plus forte car c'est l'Etat algérien qui est humilié de la sorte. Visiblement, il y avait volonté de porter atteinte à notre dignité et ça, c'est impardonnable, d'autant plus que ce n'est pas la première fois que des voyous en tenue se permettent de telles bavures.

La vraie question est celle-là. Il s'agit de relations entre Etats et quand de tels actes se répètent, l'Algérie est en droit de demander des comptes et de manifester son courroux de la manière la plus forte. Et quand elle ne le fait pas, acceptant de baisser la tête encore une fois, après quelques réactions sans lendemains, on est en droit de se poser des questions. Mais très vite, on revient à la chronique d'un pays qui n'a pas su retrouver les sommets de la grandeur qu'il occupait, ni cette fierté légendaire qui courait au-

dessus de nos têtes à une époque où, maîtres de notre destin, nous faisons face avec courage et dignité à toutes les convoitises et tous les complots. Deux moments me reviennent à l'esprit pour illustrer cette grandeur passée.

Le premier date de cette fin des années 60 où l'Algérie décida de stopper l'émigration vers la France, pourtant légalisée et quantifiée par les accords d'Evian, pour s'opposer à la politique néocoloniale et aux brimades de nos ressortissants. Cette émigration constituait pourtant une entrée non négligeable de devises pour un pays qui n'avait pas encore mis à profit ses ressources naturelles. Mais, quand c'est sa dignité qui est bafouée, l'Algérien ne connaît plus aucun autre intérêt ! Ce fut le célèbre discours où, en annonçant la décision d'arrêter l'envoi du quota annuel d'émigrés vers la France, Boumediène eut ces quelques mots qui enflammèrent les foules : «Nous mangerons, s'il le faut, l'herbe de nos terres !»

Le second moment est à caractère beaucoup plus personnel. Nous nous trouvions en République démocratique allemande et c'était la fin de notre mission avec le ministre de l'Agriculture de l'époque. C'était en 1976. Comme M. Tayebi Larbi n'empruntait que le train, il repartit vers Marseille pour embarquer dans le ferry d'Alger. Le reste de la délégation devait rejoindre Paris par voie aérienne. Avec deux confrères, nous avions voulu prolonger notre séjour européen par une virée en Pologne. Avec nos francs, nous pouvions avoir beaucoup de zlotys. Un trésor ! D'autant plus que les prix étaient très accessibles à Varsovie. Par exemple, la location d'un studio pour une nuit revenait à... 5 francs en zlotys ! C'était l'époque de l'autorisation de sortie et nous ne gagnions pas des millions pour nous offrir des voyages souvent. Donc, nous voulions profiter de notre proximité avec ce pays enchanteur. La soif de la jeunesse aidant, nous voulions

goûter à tous les plaisirs qu'offrait cette charmante capitale où la simple vue de notre chevelure noire attirait la curiosité des dames dans les rues.

Après les formalités d'usage pour l'obtention d'un visa, nous décidâmes de faire le voyage en train. Mais il fallait récupérer nos billets d'avion pour le retour. Nous avions le choix entre repartir de Varsovie pour Alger ou revenir à Berlin-Est. Ces fameux billets étaient chez un haut responsable du ministère de l'Agriculture qui était le patron de la délégation après le départ de M. Tayebi. Sa réaction ne fut pas favorable : «Je suis responsable de vous tous, on repartira ensemble...»

Je fis tout mon possible pour le convaincre. Des amis, entre autres, M. Benfreha qui fut par la suite ministre de l'Hydraulique, intercédèrent en notre faveur. Rien de rien... Alors, tête de Chaoui que je suis, je sortis l'arme imparable : «M. A..., il y a une note de notre président de la République et chef du Conseil de la révolution qui interdit aux cadres algériens de transiter par Paris quand ils le peuvent. Nous le pouvons, il y a un avion sur Alger, au départ de Berlin-Est !» Le gars ne savait plus sur quel pied dansait. Oui, elle existait cette note, mais nos cadres avaient plus d'un tour dans leur sac pour la détourner. Je crois qu'il n'y avait que le pauvre Boumediène qui n'avait pas transité par Paris ! Selon plusieurs témoignages, il aurait donné des instructions pour que l'avion qui le transporterait vers Moscou, pour soins, ne passe pas au-dessus du territoire français !

Le responsable du ministère eut un geste de colère qui disait son impuissance à résoudre une équation impossible : nous barrer la route de Varsovie et de ses charmes féminins et autres ou nous emmener de force vers Paris et désobéir à Boumediène. Son choix, vous l'avez deviné. Mais il l'exprima d'une manière que je trouve regrettable : il jeta tous les billets par terre en marmonnant des insultes. Je me



Par Maâmar Farah
farahmadaure@gmail.com

baissai, ramassai mon billet et celui de mes copains et... en route vers la gare : Autobahn !

Je rêve que, devant ces nouvelles humiliations répétées, la RADP réagisse de la même manière. Mais, que feraient le Drabki et les autres membres de l'orchestre ? Le signataire de cette chronique, qui chante mal et ne connaît rien au tambour, fait partie d'un autre orchestre. En 2016, je fêterai mes 40 années de séjour permanent en Algérie. 40 années sans la France. Et je ne suis pas le seul... ce n'est pas un signe distinctif et certains arrivent à me convaincre que c'est de la bêtise humaine car la ville-lumière est la destination idéale pour celui qui aime et veut découvrir les arts et la culture modernes. Je sais, je sais... Mais ça, c'est moi et c'est ma bêtise à moi. Dieu me donnera la force d'y aller certainement. En me faisant transiter par Alicante ou Rome... Juste pour dire merci à Boumediène et lui montrer que je continue de respecter ses ordres ! Surtout pas d'Orly car il y grouillent de sales gueules de revanchards capables de m'humilier et, cela, le moustachu l'avait compris un demi-siècle avant !

M. F.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@hakimlaalam



Le pays des cigales génocidaires de la race des fourmis !

Lorsqu'il est en France, quel est le magasin préféré de Hamid Grine ?

La Foir'Fouille, bien sûr !

Bakhti Bélaïb, ministre de leur commerce, nous demande, nous conseille gentiment de «ne pas diaboliser les emprunts», allusion à la volonté algérienne récente d'emprunter à la Chine. Je voudrais rassurer le ministre du Commerce. D'abord, parce qu'un ministre du Commerce, ça doit être tout le temps rassuré. Un ministre du Commerce qui ne le serait pas, ça influencerait négativement sur le marché et sur sa température. Un ministre du Commerce pas rassuré, et hop ! Le marché s'emballe, s'électrise et risque même la dézingue. Donc, c'est là, la première raison pour laquelle il faut absolument que Si Bakhti soit rassuré. Mais, et vous vous en doutiez un peu, je le suppose, vu que nous cheminons ensemble dans cette chronique depuis près de 20 ans maintenant (eh oui !), il y a une seconde raison pour laquelle j'estime que le ministre du commerce bancal Bélaïb doit absolument être rassuré, c'est celle-là : nous ne diabolisons pas les emprunts Si Bakhti. Non ! Ce sont les... emprunteurs que nous diabolisons. Mais si ! Mais si ! Vous savez bien monsieur le ministre, les emprunteurs ! Ceux qui, des années durant, en vérité du plus loin que je me souviens, nous jurent que tout va

bien, que demain ou au plus tard après-demain, la fin de la dépendance aux hydrocarbures nous amènera droit vers la prospérité et la joie de vivre, qui jurent que le pays a des réserves de quoi faire vivre la planète entière, voire même les populations en voie d'être découvertes par la NASA sur mars, mais qui, ensuite, avec un sourire Colgate large comme les trous dans les routes de Amar Ghoul viennent nous susurrer qu'il se «pourrait-bien-wakila-peut-être-c'est-possible» que nous soyons obligés d'aller emprunter en Chine et ailleurs. Voilà ce que nous diabolisons. Cette race d'emprunteurs qui, finalement, et sans même caricaturer, gère le pays de la manière suivante : puiser dans les caisses remplies par le pétrole et le gaz, dépenser sans compter, gaspiller sans raison, ne rien ou si peu investir dans l'après-or noir, puis s'en aller tendre la main pour y signer des reconnaissances de dettes au bas de lourdes ardoises. Ceux-là, Si Bakhti, non seulement nous les diabolisons, mais en plus nous les vomissons. Pour une raison toute simple, au final. Nous les vomissons parce qu'ils font... commerce avec notre patience. Un commerce qui a une durée de vie plus courte qu'on ne le pense. Et dont le registre de commerce peut être résilié à tout moment par l'armée des fourmis excédées. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.